



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

NI ISRAEL, NI PALESTINE Les prolétaires n'ont pas de patrie

Jour après jour, la liste des morts et des blessés s'allonge en Israël et dans les territoires occupés.

Dans cette partie du monde qui a déjà connu cinq guerres ouvertes depuis la fin de la seconde boucherie mondiale (sans compter toutes les opérations militaires en temps de "paix"), une nouvelle guerre est en train de couvrir et qui, sans qu'elle ait commencé officiellement, a déjà tué des centaines de personnes, particulièrement des jeunes et des adolescents.

Officiellement, tout le monde parle de "paix", aussi bien les dirigeants israéliens que ceux de l'Autorité palestinienne de même que tous les gouvernements des pays les plus développés, qu'ils soient européens ou américains.

Dans les faits, malgré toutes les conférences qu'on a vues se succéder depuis l'été dernier (conférence de Camp

David, dans la résidence de vacances de Clinton, au mois de juillet, rencontre de Paris le 4 octobre, conférence de Charm El-Cheikh à la mi-octobre), la situation n'a cessé d'empirer depuis la fin septembre : pierres, attentats à la bombe, lynchages de Palestiniens contre des Israéliens, balles réelles de ces derniers contre les manifestants palestiniens, roquettes et tirs d'artillerie contre les populations civiles.

Suivant les pays et la couleur des gouvernements, on nous engage à prendre fait et cause pour l'un ou l'autre camp en présence :

- "Il faut défendre Israël contre la menace de tous ces arabes fanatiques qui encerclent ce pays."

- "Il faut soutenir la juste cause palestinienne contre les exactions israéliennes."

Mais à aucun moment, personne ne pose la véritable question : où se trouvent les intérêts de la classe ouvrière, celle d'Israël, juive ou arabe, celle de Palestine, celle des autres pays du monde ?

Au Moyen-Orient, la guerre n'a pas de fin

Le 20^e siècle a été un siècle de guerres, les guerres les plus atroces de l'histoire humaine, et jamais aucune d'entre elles n'a servi les intérêts des ouvriers. Toujours ces derniers ont été appelés à aller se faire tuer par millions pour les intérêts de leurs exploiters, au nom de la défense de "la patrie", de "la civilisation", de "la démocratie", voire de "la patrie socialiste" (comme certains présentaient l'URSS de Staline et du gou-lag).

Et après ces guerres terribles, particulièrement après la Seconde Guerre mondiale, on a encore demandé à ceux qui avaient survécu d'accepter de nouveaux sacrifices pour reconstruire l'économie "nationale" c'est-à-dire capitaliste.

Aujourd'hui, il y a une nouvelle guerre au Moyen-Orient, même si elle n'est pas officiellement déclarée.

De chaque côté, les cliques dirigeantes appellent les ouvriers à "défendre la patrie", qu'elle soit juive ou palestinienne. Ces ouvriers juifs qui en Israël sont exploités par des capitalistes juifs, ces ouvriers palestiniens qui sont exploités par des capitalistes juifs ou par des capitalistes arabes (et souvent de façon bien plus féroce que par les capitalistes juifs puisque, dans les entreprises palestiniennes, le droit du travail est encore celui de l'ancien empire ottoman).

Les ouvriers juifs ont déjà payé un lourd tribut à la folie guerrière de la bourgeoisie au cours des cinq guerres qu'ils ont subies depuis 1948. Sitôt sortis des camps de concentration et des ghettos d'une Europe ravagée par la guerre mondiale, les grand-parents de ceux qui aujourd'hui portent l'uniforme de Tsahal avaient été entraînés dans la guerre entre Israël et les pays arabes. Puis leurs parents avaient payé le prix du sang dans les guerres de 67, 73 et 82. Ces soldats ne sont pas d'affreuses brutes qui ne pensent qu'à tuer des enfants palestiniens. Ce sont de jeunes appelés, ouvriers pour la plupart, crevant de trouille et de dégoût qu'on oblige à faire la police et dont on

bourre le crâne sur la "barbarie" des Arabes.

Les ouvriers palestiniens aussi ont déjà payé de façon horrible le prix du sang. Chassés de chez eux en 1948 par la guerre voulue par leurs dirigeants, ils ont passé la plus grande partie de leur vie dans des camps de concentration, enrôlés de gré ou de force à l'adolescence dans les milices du Fatah et autres FPLP ou Hamas. Leurs plus grands massacreurs ne sont d'ailleurs pas les armées d'Israël mais celles des pays où ils étaient parqués, comme la Jordanie et le Liban : en septembre 1970 (le "septembre noir"), le "petit roi" Hussein les exterminait en masse, au point que certains d'entre eux vont se réfugier en Israël pour échapper à la mort ; en septembre 1982, ce sont des milices arabes (certes chrétiennes et alliées à Israël) qui les massacrent dans les camps de Sabra et Chatila, à Beyrouth.

Nationalisme et religion, des poisons pour les exploités

Aujourd'hui, au nom de la "Patrie palestinienne", on veut mobiliser à nouveau les ouvriers arabes contre les Israéliens, c'est-à-dire, en majorité, des ouvriers israéliens, de même qu'on demande à ces derniers de se faire tuer pour la défense de la "terre promise", Eretz Israël.

Des deux côtés coulent de façon répugnante les flots de propagande nationaliste, une propagande abrutissante destinée à transformer des êtres hu-

(SUITE PAGE 2)

VACHE FOLLE

C'est la folie du capitalisme qui tue

Il y a encore deux ou trois mois, la "vache folle" passait pour un épisode presque oublié au milieu d'une série de scandales alimentaires, épisode dont le danger avait paru-il être quasiment éradiqué, au moins en France. C'était, nous a-t-on dit, un produit d'importation britannique qui, grâce aux bons offices du gouvernement français, ne menaçait désormais plus d'envahir les assiettes des prolétaires vivant de ce côté-ci de la Manche. Les mesures dites de "précaution" de l'Etat, allant des lois interdisant théoriquement l'utilisation des farines carnées dans l'alimentation des ruminants à l'embargo prolongé sur le boeuf anglais contre l'avis de la commission européenne, nous garantissait contre tout risque de développement sur le territoire français de la maladie bovine et, partant, de la maladie humaine : cette terrifiante variante atypique de la maladie de Creutzfeld-Jacob, qui lorsqu'elle se déclare après une longue incubation, condamne ses victimes à une mort certaine en moins d'un an. Entre temps, d'autres affaires touchant à notre nourriture quotidienne avaient eu le temps

de voler la vedette à la vache folle, qu'il s'agisse du poulet à la dioxine, des fromages à la listeriose, des animaux d'élevage bourrés d'antibiotiques ou du Coca-Cola enrichi aux raticides, sans parler des campagnes régulières sur les OGM. Au mois de septembre, la publication de chiffres sur une nouvelle recrudescence des cas d'ESB en France a remis la question au premier plan des médias. En quelques jours, les mensonges hypocrites de la bourgeoisie française sur une prétendue meilleure sécurité alimentaire en France ont volé en éclats, au point que c'est maintenant le boeuf français qui a pris, chez les Etats concurrents de la France en Europe, la place du boeuf britannique comme synonyme de poison mortel.

A travers l'océan d'informations contradictoires, de chiffres et d'hypothèses plus ou moins "scientifiques" dont nous avons été abreuvés depuis lors, sans parler de l'évidente exploitation politicienne du scandale dans les règlements de compte entre l'Elysée et Matignon qui viennent encore ajouter à la confusion et aux doutes, il est

quasiment impossible de se faire une idée très claire. Il y a cependant un fait qui s'impose : nous assistons au développement d'une épidémie bovine qui a commencé à se transmettre à l'homme et aucun expert n'est aujourd'hui en mesure d'affirmer qu'elle puisse être éradiquée ni de prédire l'ampleur que peut prendre le phénomène dans les années à venir. Les épidémiologistes britanniques avouent eux-mêmes ne pas savoir s'il y aura 100, 1000 ou 100 000 victimes en Grande-Bretagne.

Le vent de panique déclenché en quelques jours a pris une telle ampleur qu'elle a entraîné un effondrement brutal de la filière de viande bovine, mis des centaines d'exploitations d'élevage au bord de la faillite et que des menaces sérieuses de licenciements dans les abattoirs et les industries de transformation de la viande pointent leur nez. Du coup, le gouvernement s'est empressé d'édicter une nouvelle loi, une de plus, concernant les farines animales, tandis que la machine médiatique,

(SUITE PAGE 5)

Dans ce numéro

Moyen-Orient

Les trotskystes sont au service du nationalisme bourgeois, pas de l'internationalisme prolétarien p. 2
 Mea culpa de *Rouge* sur la guerre d'Algérie ? p. 2

Situation internationale :

Election présidentielle aux Etats-Unis p. 3
 Les petits et grands brigands impérialistes se disputent l'Afrique p. 3
 Lutttes ouvrières en Belgique p.4
 La condition ouvrière ne fait que se détériorer p.4

France

Pollution du Ievoli Sun : un produit de plus de la course aux profits p. 5

Réunions publiques du CCI

Sur les leçons des luttes ouvrières en Pologne 1980 p. 8

Les trotskystes sont au service du nationalisme bourgeois, pas de l'internationalisme prolétarien

"Les prolétaires n'ont pas de patrie", proclamait en 1848 *Le Manifeste communiste*. Le principe de l'internationalisme prolétarien est le socle du marxisme. Nulle organisation qui se prétend révolutionnaire ne peut transiger avec lui. Comme dans tous les conflits interimpérialistes qui ravagent la planète, les révolutionnaires n'ont depuis la première boucherie mondiale aucun camp, aucune nation, aucun Etat à défendre. Au moment où ce siècle s'achève dans un bain de sang qui démontre la barbarie dans laquelle le capitalisme enfonce l'humanité, où des fractions du prolétariat sont poussées à s'entre-massacrer derrière la folie meurtrière et les appétits impérialistes de leur bourgeoisie nationale, toute organisation de classe est placée devant de telles responsabilités. Toute autre attitude, toute autre prise de position que la défense intransigeante de ce principe internationaliste la rend complice des crimes perpétrés par le capitalisme, démasque son appartenance au camp bourgeois des massacreurs du prolétariat, quelles que soient ses justifications idéologiques.

La recrudescence de la guerre au Moyen-Orient qui embrigade aussi bien les prolétaires israéliens enrôlés de force

par l'armée et envoyés sur "le front" à travers un service militaire de trois ans que les prolétaires palestiniens poussés à s'enrôler dès leur plus jeune âge dans les rangs de l'Intifada ou des diverses milices qui sont autant de gangs nationalistes rivaux est une pierre de touche pour tous ceux qui prétendent se réclamer du "marxisme révolutionnaire" et de l'internationalisme prolétarien. Au premier rang de ceux qui osent s'en revendiquer figurent les organisations trotskistes.

Quels sont les positions des deux principales d'entre elles ?

De la surenchère nationaliste de la LCR...

La LCR a diffusé un tract d'appel à un meeting le 8 novembre dernier qui reprend en substance un article annoncé à la Une de *Rouge* du 19 octobre intitulé "Un Etat palestinien maintenant !" Ce qu'elle met en avant, c'est la nécessité de faire pression sur le gouvernement "de gauche" israélien pour qu'il reconnaisse sans tarder la légitimité d'un Etat palestinien ; c'est selon eux, le seul moyen de "sauver la paix" : "Si Israël, son gouvernement et sa société ne prennent pas conscience qu'ils ont face à eux la guerre d'indépendance d'un mouvement de li-

bération nationale, (...) ils laissent la voie ouverte à la seule alternative possible : une guerre de religions, avec un mouvement islamiste qui dépasserait largement les frontières de la Palestine, (...) ils se trouveront rapidement confrontés à une croisade mondiale pour libérer Jérusalem des 'infidèles', dont les objectifs ne seront plus limités aux colonies juives de Cisjordanie et de Gaza " et de conclure " Il n'y aura pas d'autre issue à ce conflit meurtrier, pour les Juifs et les Arabes, sans que le peuple palestinien ne voie reconnaître ses droits nationaux bafoués ". Le prolétariat ? L'internationalisme prolétarien ? Pas question ! Le prolétariat du Moyen-Orient se retrouve avec la LCR totalement dissout dans " le peuple ", dans les pseudo-aspirations populaires à la nation. La LCR accomplit son rôle de laquais de la bourgeoisie faisant de la surenchère au nationalisme : il s'agit non seulement de revendiquer un Etat palestinien mais de sauver l'Etat d'Israël lui-même " du suicide " et pour cela elle s'adresse directement non pas aux prolétaires mais à la bourgeoisie, au gouvernement israélien. En même temps, elle ne laisse plus aucune place pour la

(SUITE PAGE 6)

"Mea culpa" de Rouge sur sa politique durant la guerre d'Algérie ?

Rouge se paie le culot de revenir de façon plus critique sur son soutien au FLN durant la guerre d'Algérie. Elle concède que si l'organisation a servi de "porteur de valises" au FLN algérien pour transporter des armes, c'est par "erreur" : "De nombreuses illusions ont sans doute été déçues chez ceux qui espéraient la transformation de la révolution coloniale en révolution socialiste et son extension en Europe. La phraséologie marxiste et progressiste du FLN a pu abuser des militants qui ne percevaient pas toujours la bureaucratisation de l'organisation nationaliste, déjà en oeuvre pendant la guerre d'Algérie". Mais c'est pour ajouter aussitôt : "Reste le plus important : le soutien pratique à la lutte d'un peuple contre un Etat colonial (...) une expérience concrète d'internationalisme conséquent, avec toutes les erreurs,

les difficultés et les illusions, mais aussi la solidarité, les espoirs et les perspectives que cela comporte." (*Rouge* n°1896 du 02/11/2000).

"Erreur" passagère, "internationalisme conséquent", cet appui concret, pratique et constant à des causes nationalistes et à des cliques qui, bureaucratiques ou pas, sont purement et simplement bourgeoises ? C'est se payer la tête des ouvriers alors que, derrière ce discours semi-repentant, la LCR a rempli et remplit toujours la même fonction que le FLN vis-à-vis des prolétaires en Algérie. Combien se sont laissés abuser par la phraséologie pseudo-marxiste et le vernis progressiste de la LCR. Aujourd'hui comme hier, le rôle de cette organisation est toujours celui de rabatteurs du nationalisme bourgeois et de pourvoyeurs de chair à canon pour le capitalisme.

NI ISRAEL, NI PALESTINE...

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

maïns en bêtes féroces. Les bourgeoisies israélienne et arabes n'ont cessé de l'attiser depuis plus d'un demi-siècle. Aux ouvriers israéliens et arabes, on n'a cessé de répéter qu'ils devaient défendre la terre de leurs ancêtres. Chez les premiers on a développé, à travers une militarisation systématique de la société, une psychose d'encerclement afin d'en faire de "bons soldats". Chez les seconds on a ancré le désir d'en découdre avec Israël afin de retrouver un foyer. Et pour ce faire, les dirigeants des pays arabes dans lesquels ils étaient réfugiés les ont maintenus pendant des dizaines d'années dans des camps de concentration, avec des conditions de vie insupportables, au lieu de les laisser s'intégrer dans la société de ces pays.

Le nationalisme est une des pires idéologies que la bourgeoisie ait inventées. C'est l'idéologie qui lui permet de masquer l'antagonisme entre exploités et exploités, de les rassembler tous derrière un même drapeau pour lequel les exploités vont se faire tuer au service des exploités, pour la défense des intérêts de classe et des privilèges de ces derniers.

Et pour couronner le tout, il s'y ajoute dans cette guerre le poison de la propagande religieuse, celle qui permet de créer les fanatismes les plus déments. Les juifs sont appelés à défendre avec leur sang le mur des lamentations du Temple de Salomon. Les musulmans doivent donner leur vie pour la mosquée d'Omar et les lieux saints de l'Islam. A ceux qui en refusent l'idée, ce qui se passe aujourd'hui en Israël et en Palestine confirme bien que la religion est "l'opium du peuple" comme le disaient les révolutionnaires au siècle dernier. La religion a pour but de con-

soler les exploités et les opprimés. A ceux pour qui la vie sur terre est un enfer, on raconte qu'ils seront heureux après leur mort à condition qu'ils sachent gagner leur salut. Et ce salut, on leur échange contre les sacrifices, la soumission, voire contre l'abandon de leur vie au service de la "guerre sainte".

Qu'à la fin du vingtième siècle, les idéologies et les superstitions remontant à l'antiquité ou au Moyen-Age soient encore abondamment agitées pour entraîner des êtres humains au sacrifice de leur vie en dit long sur l'état de barbarie dans lequel replonge le Moyen-Orient, en même temps que beaucoup d'autres parties du monde.

Les grandes puissances responsables de la guerre

Quant aux pays "développés", aux "grandes démocraties" qui aujourd'hui se penchent avec une compassion affectée sur un Moyen-Orient emporté par la fièvre guerrière, les Etats-Unis et les pays de l'Union européenne notamment, il faut dénoncer leur hypocrisie répugnante.

Ce sont les dirigeants de ces mêmes puissances qui ont créé la situation infernale dans laquelle meurent aujourd'hui par centaines, et demain, peut-être par milliers, les exploités de cette région.

Ce sont les bourgeoisies européennes, et particulièrement la bourgeoisie anglaise avec sa "déclaration Balfour" de 1917 qui, afin de diviser pour mieux régner, ont permis la constitution d'un "foyer juif" en Palestine, favorisant ainsi les utopies chauvines du sionisme. Ce sont ces mêmes bourgeoisies qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale qu'elles venaient de remporter, se sont arrangées pour acheminer

vers la Palestine des centaines de milliers de juifs d'Europe centrale sortis des camps ou errant loin de leur région d'origine. Cela leur permettait de n'avoir pas à les recueillir dans leur pays.

Ce sont ces mêmes bourgeoisies, anglaise et française d'abord, puis la bourgeoisie américaine qui ont armé jusqu'aux dents l'Etat d'Israël afin de lui attribuer le rôle de fer de lance du bloc occidental dans cette région lors de la guerre froide, alors que l'URSS, de son côté, armait le plus possible ses alliés arabes. Sans ces grands "parrains", les guerres de 1956, 67, 73 et 82 n'auraient pas pu avoir lieu.

Avec l'effondrement de l'URSS et du bloc russe on nous avait promis une nouvelle "ère de paix". Ce mensonge avait été immédiatement démenti par la guerre du Golfe en 1991. Mais à la suite de celle-ci, l'illusion d'une paix possible avait été déversée par les discours des hommes politiques et avait fait la une des journaux. C'était le temps de la conférence de Madrid en octobre 1991 et de la "paix d'Oslo" signée à la Maison Blanche en septembre 1993.

Mais il n'y a pas de paix possible dans le capitalisme. Déjà, les horribles massacres en Yougoslavie nous le démontraient au même moment. Quant au Moyen-Orient, la paix voulait dire une "Pax americana", une présence encore plus pesante de la puissance américaine dans la région, ce que ne voulaient pas d'autres bourgeoisies que la fin de la menace soviétique incitait à affirmer leurs propres ambitions impérialistes.

Aujourd'hui, toutes ces bourgeoisies affirment vouloir la paix. Ce qu'elles veulent surtout c'est mettre un pied ou renforcer leur position au Moyen-

Orient, une des zones les plus convoitées du monde de par son importance économique et stratégique.

Pour mettre fin à la guerre, il faut renverser le capitalisme

C'est pour cela que dans le conflit entre Israël et la Palestine, on retrouve les Etats-Unis comme parrain du premier pays alors que d'autres puissances, telle la France (comme on l'a vu lors de la rencontre de Paris au début octobre), se rangent derrière les positions palestiniennes.

Aujourd'hui encore, même avec la disparition de l'URSS, les grandes puissances viennent mettre de l'huile sur le feu, comme elles l'ont fait abondamment pendant près de 10 ans en Yougoslavie.

C'est pour cela que les ouvriers de ces pays, des "grandes démocraties", dont les dirigeants n'ont à la bouche que les mots "paix" et "droits de l'homme" doivent refuser de prendre partie pour un camp bourgeois ou pour l'autre. En particulier, ils doivent refuser de se laisser bernier par les discours des partis qui se réclament de la classe ouvrière, les partis de gauche et d'extrême gauche qui leurs demandent de manifester leur "solidarité avec les masses palestiniennes" en quête de leur droit à une "patrie". La patrie palestinienne ne sera jamais qu'un Etat bourgeois au service de la classe exploiteuse et opprimant ces mêmes masses, avec des flics et des prisons. La solidarité des ouvriers des pays capitalistes les plus avancées ne va pas aux "palestiniens" comme elle ne va pas aux "israéliens", parmi lesquels on trouve des exploités et des exploités. Elle va aux ouvriers et chômeurs d'Israël et de Palestine, qui d'ailleurs mènent des luttes contre leurs exploités malgré tout

le bourrage de crâne dont ils sont victimes, comme elle va aux ouvriers de tous les autres pays du monde. Et la meilleure solidarité qu'ils puissent leur apporter ne consiste certainement pas à encourager leurs illusions nationalistes.

Cette solidarité passe avant tout par le développement de leur combat contre le système capitaliste responsable de toutes les guerres, un combat contre leur propre bourgeoisie.

Au Moyen-Orient, comme dans beaucoup d'autres régions du monde ravagées aujourd'hui pas la guerre, il n'y a pas de "juste paix" possible sous le capitalisme. Même si la crise actuelle ne débouche pas sur une guerre ouverte, même si les différents protagonistes arrivent à s'entendre cette fois-ci, cette région restera une poudrière toujours prête à exploser.

La paix, la classe ouvrière devra la conquérir en renversant le capitalisme à l'échelle mondiale ce qui passe aujourd'hui même par un développement de ses luttes sur son terrain de classe, contre les attaques économiques de plus en plus dures que lui assène un système plongé dans une crise insurmontable.

Contre le nationalisme, contre les guerres dans lesquelles veulent vous entraîner vos exploités,

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

CCI (24 novembre)

ELECTION PRESIDENTIELLE AUX ETATS-UNIS

Pas de suspense, c'est toujours la bourgeoisie qui gagne les élections

L'actuelle et très médiatique querelle de procédures opposant républicains et démocrates, pour déterminer qui sera le président des Etats-Unis, n'exprime en rien un profond clivage entre deux camps de la société, l'un "plus favorable au capital" et l'autre "plus social". Cet énorme cafouillage constitue en revanche une perte de contrôle par la bourgeoisie américaine de son jeu politique, lequel est destiné, comme dans tous les pays démocratiques, à permettre la meilleure emprise possible de l'Etat capitaliste sur la société. En tout état de cause, avec ou sans cafouillage, ce n'est jamais la classe ouvrière qui gagne les élections. Les prolétaires américains n'ont pas à choisir entre l'héritier de celui qui a ordonné les bombardements sur Bagdad et l'héritier de celui qui les a ordonnés sur Belgrade.

Les institutions démocratiques moyen de mystification et de contrôle de la société civile

Les élections demeurent une arme de choix entre les mains de la bourgeoisie pour mystifier la classe ouvrière en lui faisant croire qu'en élisant le bon candidat, en donnant la majorité au bon parti, elle a les moyens de peser sur son propre sort, de faire en sorte que ses conditions de vies soient, peut être pas améliorées mais au moins maintenues. Rien n'est plus faux comme l'illustre l'histoire du cirque électoral depuis un siècle. Mais, soumise au bombardement idéologique de l'Etat démocratique, une fraction significative de la classe ouvrière finit toujours par se retrouver au rendez-vous des urnes. Beaucoup d'ouvriers croient que le bulletin de vote constitue une force entre leurs mains. Au contraire, les élections constituent le moyen d'atomiser les ouvriers, chacun dans l'isolement, alors que ce n'est que collectivement, dans la lutte, que la classe ouvrière peut exprimer sa force.

Ce n'est donc pas un hasard si les Etats démocratiques mènent une lutte acharnée contre l'abstentionnisme. On le voit encore aujourd'hui où la bourgeoisie tente de tirer parti des déboires du système électoral aux Etats-Unis pour convaincre que "chaque voix compte".

Tous ces partis, ces candidats, qui animent le cirque électoral font partie du camp de la bourgeoisie et, à ce titre, qu'il soient au pouvoir ou dans l'opposition, défendent les intérêts de l'Etat capitaliste. Si certains d'entre eux se montrent plus qualifiés pour gérer les affaires de l'Etat lorsqu'ils sont au pouvoir, ce n'est néanmoins pas cette qualité qui, fondamentalement, détermine leur élection. Celle-ci est encore moins déterminée par la "volonté populaire", l'Etat étant capable des plus puissantes manipulations médiatiques. Tous les candidats aspirant évidemment à l'exercice du pouvoir, ce n'est cependant pas non plus essentiellement leur habileté à s'imposer face à leurs adversaires politiques qui les départage, même si cela peut compter.

Pour faire fonctionner la machine étatique, il est secondaire que ce soit telle ou telle coalition qui domine le parlement et la personne du président lui-même n'est, à cet égard, pas essentielle. Il n'en reste pas moins important que le résultat des élections soit conforme aux besoins de la classe dominante afin de pouvoir utiliser au mieux le jeu trompeur des partis politiques. Notamment, les partis dits de "gauche" ont un rôle spécifique d'encadrement de la classe ouvrière et leur place vis-à-vis des res-

ponsabilités gouvernementales est déterminante dans leur capacité à mystifier les ouvriers. Ainsi, ce sont fondamentalement les besoins de l'Etat capitaliste comme un tout face à un ensemble de contraintes, au premier rang desquelles on trouve la nécessité de mystifier la classe ouvrière, mais aussi le besoin de défendre au mieux les intérêts du capital national sur l'arène impérialiste mondiale qui déterminent le résultat des élections.

La stratégie actuelle de la gauche au gouvernement

La présence de la gauche dans la majorité des gouvernements actuels des principaux pays "démocratiques", correspond à une stratégie mise en œuvre par la bourgeoisie de ces pays contre la classe ouvrière.

En premier lieu, elle vise fondamentalement à retarder le surgissement des luttes massives de la classe ouvrière à même de lui permettre de reprendre confiance en elle. En effet, de plus en plus et en particulier face à l'intensification des attaques capitalistes, la classe ouvrière est de nouveau en train de lutter, même si c'est encore de façon très dispersée. Même si elle ne peut se dispenser de porter des attaques de plus en plus violentes contre la classe ouvrière, à cause de l'aggravation de la crise économique, la façon dont ces attaques sont portées, l'enrobage idéologique qui les accompagne, influent sur la manière dont la classe ouvrière y réagit. Et justement, la gauche a cette capacité de les faire passer "en douceur", en les présentant de surcroît comme des avantages pour les ouvriers, comme c'est le cas en particulier avec les trente-cinq heures en France. Cela ne résout pas dans le fond le problème de la lutte de classe, mais permet à la bourgeoisie de gagner du temps.

Par ailleurs, la faillite des politiques ultra-libérales ayant apporté de l'eau au moulin aux tenants d'une plus grande intervention de l'Etat, ceux-ci s'empres- sent de mettre sur le compte de ces politiques l'aggravation inexorable de la crise. C'est la gauche qui, en général, apparaît la plus adaptée pour mettre en œuvre une politique de plus grande intervention de l'Etat. Son arrivée au gouvernement sur ce thème lui permet de bénéficier d'un vernis social alors que, dans le fond, pas plus pour elle que pour la droite, il n'est question de rétablir l'Etat-providence.

Et enfin, dans tous les pays, il se trouve que la gauche est en général mieux à même d'assumer les politiques impérialistes dans les conditions des conflits actuels. En effet, ceux-ci se présentent souvent comme d'horribles massacres de populations civiles face auxquels la "communauté internationale" se doit de faire valoir "le droit" et de mettre en place des missions humanitaires. Et pour conduire les guerres humanitaires, il est clair que la gauche est mieux placée que la droite, un de ses fonds de commerce étant justement "la défense des droits de l'homme" comme thème de mystification idéologique du prolétariat.

Depuis sa mise en place, on n'a pas assisté à une évolution de la situation mondiale venant modifier la nécessité de la stratégie de la gauche au gouvernement. Une telle stratégie peut connaître des exceptions (comme en Espagne où le parti socialiste, déjà usé par de nombreuses années d'exercice des respon-

sabilités gouvernementales, ne pouvait les assumer plus longtemps). De même elle ne s'impose pas avec la même force à la bourgeoisie dans tous les pays. Ainsi, aux Etats-Unis, elle n'est pas aussi nécessaire que dans les principaux pays européens où la bourgeoisie doit faire face à une classe ouvrière plus expérimentée et consciente. Néanmoins, il n'y avait à priori pas de raison pour que, aux Etats-Unis, soit remise en cause une telle stratégie qui a pleinement réussi à la bourgeoisie américaine durant les deux mandats consécutifs de Clinton. En effet, ceux-ci ont permis aux démocrates de mettre à leur palmarès un certain nombre de réussites au bénéfice de leur classe : approfondissement de la politique d'austérité et poursuite du démantèlement de l'Etat providence ; nombreuses interventions militaires, efficaces, menées sous la bannière des droits de l'homme et de l'humanitaire ; maintien de la désorientation de la classe ouvrière et réhabilitation de l'appareil syndical (dont l'image était trop marquée par les relations avec la mafia) et renforcement de celui-ci en vue de le préparer aux futures luttes sociales.

Par ailleurs, ce ne sont pas ces huit années que la gauche a passées au gouvernement qui rendaient nécessaire une relance de la mystification démocratique à travers une nouvelle alternance.

Tout militait donc en faveur de l'élection d'un candidat démocrate, ce qui, en fait, semble bien correspondre à l'option que s'était donnée la bourgeoisie en favorisant l'élection de Gore, comme l'a confirmé le score obtenu par ce dernier en nombre de suffrages populaires. Avec 49% de ceux-ci, Gore a en fait obtenu une majorité plus confortable que Clinton face à ses adversaires en 1992 et 1996.

Une perte de contrôle de la bourgeoisie américaine

Les médias ont largement décrit les spécificités de la désignation du président de la république par le collège des grands électeurs, issu du vote populaire. Ils en ont abondamment raillé l'iniquité, dans le but de discréditer "la plus grande démocratie mondiale", leur rivale. Ils n'ont pas manqué de mettre en évidence que "chez nous, c'est beaucoup mieux

et plus démocratique" que ce système vétuste à l'origine destiné à favoriser les Etats ruraux ou peu peuplés.

Cet archaïsme des institutions américaines en matière électorale, s'il constitue la toile de fond de la perte de contrôle, n'en est pas le seul facteur. Un autre élément de celle-ci est constitué par la candidature de Ralph Nader. Défenseur des consommateurs et de l'environnement, il n'était *a priori* pas de nature à modifier le rapport de force entre Bush et Gore, ayant promis aux groupes de défense de l'environnement et au parti démocrate de ne pas faire campagne dans les Etats où cela pourrait affecter le résultat des élections en défaveur de Gore. Le problème est qu'il s'est assis sur ses engagements et a commencé à faire campagne dans certains Etats réceptifs à son message "progressiste" attaquant le "grand capital". Réalisant que Nader était à même de mettre en question la victoire de Gore, deux semaines avant les élections, les défenseurs de l'environnement et le parti démocrate commencèrent une campa-

(SUITE PAGE 6)

Les petits et grands brigands impérialistes se disputent l'Afrique

"Soldats surexcités sillonnant les rues désertes d'Abidjan à bord de véhicules volés et lâchant des rafales d'armes automatiques en l'air, braquage de banques par des militaires, mutineries, tentatives (ou rumeurs insistantes de coup d'Etat), violences (et intolérance) politiques, couvre-feu (...). Aujourd'hui c'est le sauve-qui-peut général des investisseurs et des touristes." (Jeune Afrique, à propos de la situation en Côte d'Ivoire.)

Avant l'effondrement du bloc de l'est, l'alliance forcée des puissances occidentales contre les tentatives d'invasion russes (Angola, Ethiopie) maintenait une stabilité de surface sur le continent africain. Depuis 1989, la disparition des deux blocs a ouvert grand les portes à tous les appétits politiques et impérialistes, des grandes puissances aux puissances régionales telles l'Afrique du Sud ou le Nigéria en passant par les petits bandits comme Charles Taylor (président du Libéria) et le tristement célèbre coupeur de mains Soday Fankoh en Sierra Leone. Ces appétits sont concentrés surtout autour des zones d'importance stratégique du continent africain : la puissance industrielle et militaire d'Afrique du Sud, et l'ouest de l'Afrique avec ses réserves en pétrole et la puissance régionale du Nigéria.

Pour la France, la Côte d'Ivoire est depuis longtemps un point d'appui crucial dans la région : "vitrine" africaine de l'ancienne puissance coloniale, elle a été aussi jusqu'ici le principal soutien économique et financier de la zone CFA, c'est-à-dire de la sphère d'influence française.

Les années de crise économique ont ravagé le continent, au point que, en Côte d'Ivoire en particulier, il n'y a plus de quoi payer l'armée, ni même de quoi verser une prime aux soldats qui ont renversé le gouvernement Bédié et porté le général Guei au pouvoir. Pour essayer d'asseoir son pouvoir, ce dernier avait continué la campagne xénophobe de son prédécesseur. Au nom d'une ridicule "ivoirite", il avait provoqué des

pogroms contre les ouvriers d'origine burkinabée pour les expulser ensuite du pays. Comme quoi le "racisme" sévit partout et est toujours une arme de la bourgeoisie. Dans ces conditions, chaque fraction de la bourgeoisie locale lutte de plus en plus âprement pour sa part du gâteau, en cherchant appui sur des fractions tribales de la population, d'où la désintégration générale du pays tant décriée par l'article de *Jeune Afrique* que nous avons cité.

La France ne peut pas se permettre de perdre un tel ancrage face à ses rivaux. C'est pourquoi elle prodigue des conseils aux dirigeants ivoiriens pour qu'ils préservent la "démocratie", tout en se préparant à la préserver elle-même avec l'envoi secret de 200 militaires supplémentaires (d'après *Le Canard Enchaîné*).

Le principal rival contre lequel la bourgeoisie française cherche à maintenir son influence, c'est bien sûr les Etats-Unis. Ces derniers sont évidemment plus démunis dans cette région, avec une présence symbolique à travers le Libéria. Ils ne disposent pas, comme la France et la Grande Bretagne, de l'assise résultant de deux cents ans d'occupation coloniale et néo-coloniale. Dans cette situation, force leur est donc d'avancer prudemment. C'est pourquoi ils préfèrent agir par procuration. Qui est mieux placé que le Nigéria, principale puissance militaire dans la région, pour être le bras armé américain ? Lors de sa visite au Nigéria, Clinton a signé un accord avec son homologue nigérian pour le financement et l'équipement par les Etats-Unis d'une "force régionale pour le maintien de la paix". Ce jeu appuyé de séduction envers le Nigéria est à prendre comme une sérieuse tentative, non pas forcément dans un premier temps de s'imposer à l'ouest de l'Afrique, mais au moins de perturber au maximum les plans de ceux qui y sont déjà et qui entendent y rester.

En ce qui concerne la Grande-Bretagne, menacée dans ses intérêts par l'avan-

cée des américains au Nigéria (longtemps considéré comme une chasse gardée britannique, avec ses dictateurs militaires anciens élèves des grandes écoles de l'armée anglaise), elle n'a pas pu faire autrement face à la désagrégation du Sierra Leone que d'envoyer la troupe afin de maintenir à flot à la fois le gouvernement (élu "démocratiquement" par ses soins) et sa propre influence.

L'enjeu est évidemment majeur : les grandes puissances ont toutes vécu des défaites importantes sur le continent, et sa partie occidentale constitue un enjeu important pour la présence impérialiste des uns et des autres en Afrique. Leur jeu de soutien à la démocratie et à la civilisation n'a donc rien d'humanitaire. Les discours emphatiques sur le développement, la démocratie, la paix en Afrique sont les paravents cyniques et ignobles derrière lesquels les grandes puissances cachent leurs tentatives de déstabilisation permanente des positions ennemies. On a déjà vu où cela peut mener : à un chaos tel que présent, plus aucune intervention ne présente plus d'intérêt stratégique et encore moins économique, à tel point que chacun se retire. C'est ce qui s'est passé notamment dans l'ex-Zaïre. Dès lors, les campagnes humanitaires se taisent, comme si rien ne s'était passé, et le pays est livré en pâture aux gangsters locaux. Dans cette guerre interminable que se livrent les grandes puissances, le sort des populations est bien le dernier de leur souci. Le contraste entre la campagne bruyante sur la Somalie en 1992 au moment de l'intervention et le silence absolu qui règne depuis que tous en sont partis est là pour témoigner des froids et abjects principes qui guident les stratégies impérialistes des grandes puissances.

H (22 novembre)

Luttes ouvrières en Belgique

En dépit de la propagande de la bourgeoisie qui aimerait enterrer définitivement la lutte des classes derrière les campagnes à répétition sur tout et n'importe quoi, il est indéniable que les ouvriers relèvent la tête dans tous les pays. En France par exemple, on a vu le mois dernier des grèves se multiplier autant dans le secteur public que dans le secteur privé (voir RI n°305). En Belgique, les mois de septembre et d'octobre ont vu des mouvements de grèves et des manifestations dans toute une série de secteurs. Face à l'attaque généralisée du capital national belge qui sévit et s'annonce renforcée pour la période à venir, ces luttes ne sont pas qu'une simple riposte ouvrière mais ont été les plus importantes que ce pays a connu depuis les grandes grèves de 1983 et 1986. Et ce n'est justement pas un hasard si les bourgeoisies des pays européens et leurs médias ont fait un black-out complet sur ces mouvements, choisissant par exemple focaliser l'attention sur le conflit des routiers et la question du prix du pétrole en Belgique.

Malgré les tentatives des syndicats belges de lier la montée de la combativité ouverte au prix du pétrole, c'est donc contre les licenciements, les restructurations, la détérioration des conditions de travail et contre la baisse du pouvoir d'achat que les ouvriers sont clairement entrés en lutte. Fin septembre, au Brabant wallon et dans le Hainaut, les ouvriers de La Poste, de Belgacom, de la SNCB (chemins de fer belges), des TEC (transport public de bus wallons) et de la STIB (Société de Transports Intercommunaux de Bruxelles) et d'autres entreprises se mettaient en grève. Les salariés des services publics manifestaient à Namur et à Huy et ceux des services locaux et régionaux arrêtaient eux aussi le travail dans toute la région wallonne.

Sous la poussée des conducteurs de Charleroi qui envoyaient des délégations dans d'autres centres, le mouvement dans les TEC s'élargissait à toute la Wallonie, avec la revendication pour tous les employés d'une augmentation de salaire nette de 10 000 francs belges (1600 francs français) par mois. Et rapidement, ceux de la STIB et de De Lijn (équivalent flamand des TEC) se mobilisaient pour la même revendication, de même que d'autres secteurs entraient en grève comme les enseignants en Flandre, les employés du port d'Anvers, le personnel de la Communauté Française, les éboueurs de Bruxelles, etc.

Les syndicats n'ont pas été surpris par cette montée de la combativité, même s'ils ne s'attendaient pas à une telle

ampleur du mouvement et de la mobilisation ouvrière. En planifiant des journées d'action les 25 septembre, 3 et 13 octobre, ils se sont efforcés de l'anticiper, pour contrôler les initiatives ouvrières et briser la tendance générale à la montée de la combativité.

Lors de la journée d'action du 3 octobre, alors que les syndicats, présentant un front commun pour mieux encadrer les ouvriers, avaient appelé à manifester sur le thème d'une "fiscalité équitable", plus de 20 000 participants de catégories diverses exigeaient quant à eux des hausses de salaire, revendication soigneusement passée sous silence par les mêmes syndicats. Cependant, si elle était une claire expression de la combativité montante, cette manifestation marquait les limites du mouvement. En effet, les syndicats ont fait tout leur possible afin d'isoler, de cloisonner, de saucissonner les luttes par région, par secteur, par entreprise ou encore par site. Ils ont joué tout d'abord sur la division entre régions flamandes et wallonnes. Puis ils ont enfermé chaque secteur sur lui-même en mettant en avant l'aspect spécifique de chacun : privatisation pour la Poste, la Sabena ou le port d'Anvers, problèmes liés aux conventions collectives "spécifiques" dans les différents secteurs du service public, etc.

Et c'est sur les ouvriers les plus combattifs des TEC et de la STIB que les syndicats, FGTB (Fédération Géné-

rale des Travailleurs Belges, liée au parti socialiste) en tête, ont mis le paquet.

Pour les ouvriers de la STIB, après que les syndicats les aient soigneusement isolés des autres secteurs et en particulier de ceux des TEC, ils faisaient leur la revendication de ces derniers et que, passant outre les consignes syndicales et renvoyant les délégués syndicaux, ils exigeaient des discussions directes entre assemblées de grévistes et directions se confrontaient aux délégués syndicaux en refusant de se plier aux consignes syndicales et en exigeant des discussions directes entre assemblées de grévistes et direction. C'est la trique de l'Etat bourgeois qui a répondu en interdisant la grève et en dispersant à l'aide de ses flics les piquets de grève.

Parallèlement, ils poussaient les ouvriers des TEC dans une grève "dure" de cinq semaines afin de les épuiser, empêchant toute extension réelle du mouvement vers les autres entreprises. Au bout du compte, les employés des TEC, isolés par centres, fatigués, ont repris le travail avec une augmentation de 4,23 francs français de l'heure ; c'est-à-dire bien en deçà de ce qu'ils réclamaient.

Il est certain que ce mouvement de grèves a connu en lui-même toute une série de faiblesses importantes. Ainsi, malgré leur forte combativité, malgré le fait qu'il a touché un nombre particu-

lièrement important de secteurs et de catégories simultanément, ce qui représente une force pour la classe ouvrière, c'est rapidement que les syndicats ont pu prendre le contrôle des événements et saboter cette expression massive de la colère et du mécontentement. Il n'en reste pas moins qu'elle est particulièrement significative de la remontée de la combativité qui touche l'ensemble de la classe ouvrière des pays développés, suite au recul du début des années 90. Cette reprise de la lutte ouvrière se fait évidemment avec des heurts, des à-coups, des difficultés à se réapproprier les leçons du passé comme celles des années 70 et 80. Mais ce sont ces leçons que les prolétaires de Belgique ont manifestement tendu à reprendre à leur compte et qui se sont exprimées dans les TEC et à la STIB :

- grèves sans les préavis "légaux" des syndicats et démarrage du combat sans attendre là aussi le feu vert syndical ;
- tendance généralisée à refuser de rester enfermé dans l'usine et à vouloir occuper la rue pour manifester sa colère ;
- tendance à la prise en mains par les ouvriers eux-mêmes de l'extension du mouvement contre le sabotage syndical et à la confrontation entre ouvriers et syndicats.

Depuis des années, les prolétaires tant de Belgique que d'Europe ont été assourdis de grandes campagnes comme celles sur les "marches blanches", les routiers, etc. qui ont à la fois pour but de leur faire perdre leur identité de classe en les noyant dans le "peuple", bourgeois compris, et de leur faire perdre confiance dans la nécessité de défendre leurs intérêts spécifiques de classe. Mais lorsqu'ils redressent la tête et luttent, en Belgique ou ailleurs, pour ces intérêts, sur leur terrain de classe, avec leurs revendications ouvrières et leurs méthodes ouvrières, la bourgeoisie et ses médias sont silencieux, laissant le soin aux syndicats, qu'elle soutient de tout son poids, pour régler leur compte à ces empêcheurs d'exploiter en rond. Si la bourgeoisie passe ces conflits sous silence, c'est justement parce qu'elle sait qu'ils montrent à l'ensemble de la classe ouvrière la voie à suivre.

KW (24 novembre)

La condition ouvrière ne fait que se détériorer

"Et au boulot, comment ça va ?
— Can n'arrête pas, c'est de pire en pire".
Qui d'entre-nous n'a pas entendu ou donné cette réponse ? La classe ouvrière subit une détérioration continue de ses conditions de travail. Pas besoin de dessin pour comprendre que derrière les discours sur la prétendue croissance et les diverses formes d'aménagement du temps de travail se cache une exploitation accrue. Partout, dans le privé comme dans la fonction publique, en CDI comme pour les myriades de petits boulots, il n'est question que de plus de productivité, d'efficacité, de rentabilité, de flexibilité.

Ce que le prolétariat vit dans sa chair, la bourgeoisie le sait parfaitement. Le prolétariat, c'est sa main d'œuvre, son carburant. Elle l'observe, l'analyse, le décortique sous tous les angles, tant à des fins de bourrage de crâne idéologique, qu'à des fins d'organisation de la production.

Ainsi, le supplément "Economie" du journal *Le Monde* s'est fendu d'un dossier intitulé "*Mauvais bulletin de santé pour les conditions de travail*" (1). Ces pontifiants économistes font mine de découvrir le quotidien des ouvriers : "*travail répétitif, niveau élevé de bruit, port de charges lourdes, postures douloureuses, accélération du rythme de travail... et surtout, intensification des tâches*" (1). Même en ne tenant compte que des accidents déclarés (et les pressions sont nombreuses pour ne pas le faire), il apparaît que les conséquences en sont dramatiques. En premier lieu, les accidents mortels se multiplient : 18% d'augmentation sur les huit premiers mois de l'année en Italie par exem-

ple (soit 849 tués — dépêche AFP de Rome du 21 octobre). De l'amiante aux éthers de glycol et autres saletés chimiques en passant par les échafaudages branlants et les machines-outils, la bourgeoisie ne nous autorise qu'un choix macabre. Ceux qui survivent doivent se contenter des innombrables maladies que prodigue l'exploitation capitaliste. Outre les TMS (troubles musculo-squelettiques) affectant de plus en plus d'ouvriers, ceux-ci souffrent de nombreux dérèglements cardio-vasculaires et digestifs, souvent liés aux changements de rythme de vie imposés par une flexibilité accrue (horaires décalés, travail de nuit, travail du week-end), avec les 35 heures en France par exemple : les arrêts de travail pour maladie y sont en augmentation de 6% par an depuis 1998. L'augmentation permanente des cadences, la réduction des pauses, se traduisent aussi par une multiplication des troubles mentaux par épuisement des ressources psychiques. Aux Etats-Unis, "*plus d'un adulte sur dix en âge de travailler est atteint de dépression chaque année*" (1) et "*en Finlande, plus de la moitié de la population active présente des symptômes de stress. Près de 7% des départs en retraite en Allemagne sont liés à des pathologies de type dépressif... En Grande-Bretagne, trois salariés sur 10 connaissent chaque année des problèmes de santé mentale*" (1). Leçon de choses par Nicole Aubert, professeur à l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris : "*Nous subissons la dictature du temps réel. C'est en gagnant du temps que les entreprises gagnent des marchés. Le 'court-termisme' a évidemment des conséquences sur le*

rythme de travail. Avant l'homme était névrosé, il devait faire face à des interdits. Maintenant il est insuffisant. Il a toujours peur de ne pas être à la hauteur." (2) Traduire : on demande en permanence aux ouvriers plus de travail qu'il ne peuvent humainement en fournir.

Rassurons-nous, *Le Monde* a sa petite idée pour sortir les ouvriers de ce sale pétrin : "*En réalité, il est nécessaire de trouver un équilibre entre les exigences de la compétitivité et celles de la protection de la santé des salariés. Peut-être faudra-t-il que les employeurs finissent par accepter, dans une certaine mesure, une moindre productivité, pour offrir un meilleur cadre de travail. (...) s'ils ne s'y résolvent pas, l'atteinte à la santé des salariés leur reviendra comme un boomerang, sous forme de baisse de la productivité et d'absentéisme.*" Que les ouvriers crévent sur les chantiers ou rentrent chez eux la cervelle en compote, ce n'est pas un problème ; le seul drame serait que la productivité puisse baisser ! Voilà toute l'humanité dont est capable la classe dominante ! Le Bureau International du Travail (BIT) s'inquiète lui aussi du coût des arrêts maladie pour troubles mentaux : "*les employeurs subissent une baisse de la productivité et de leurs profits et doivent renouveler plus souvent leur personnel avec les frais de recrutement et de formation que cela comporte. Pour les gouvernements, il s'agit de payer les soins de santé et de prestations d'assurance, sans parler du manque à gagner pour la nation.*" Mais la bourgeoisie peut aller encore plus loin dans l'igno-

minie, en présentant les ouvriers comme les complices de leur propre exploitation : "*Les salariés d'une certaine manière participent à la dégradation de leur propre santé en acceptant des conditions qui les font souffrir pour garder leur emploi ou bénéficier de primes*" (1). Dieu merci, il reste "*les syndicats [qui] ont donc un grand chantier à mener auprès des salariés comme des employeurs (...), un combat pour tous les citoyens*" (1). Ouvriers et bourgeois renvoyés dos à dos, vive les gentils citoyens ! Voilà qui contribuera un peu plus aux troubles digestifs tant cette littérature bourgeoise donne la nausée. Les ouvriers n'ont malheureusement pas d'autre choix dans le système capitaliste que de vendre leur force de travail pour vivre, et ce n'est sûrement pas les syndicats qui y changeront quoi que ce soit, eux qui contribuent tous les jours au maintien de cette exploitation (3). C'est seulement en comptant sur elle-même que la classe ouvrière pourra briser cette machine capitaliste de plus en plus inhumaine.

BTD (23 novembre)

- (1) *Le Monde* "Economie" du 24 octobre 2000.
- (2) Note n°22 d'EPSY, lettre d'information pour patrons.
- (3) Voir RI 305 et 306. Par exemple, en France, les syndicats sont totalement complices de la mise en place des 35 heures.

Lisez notre brochure

Courant Communiste International

*les
syndicats
contre
la classe
ouvrière*

Mai 85

VACHE FOLLE

C'est la folie du capitalisme qui tue

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

changeant de ton, s'escrimait à fustiger la "psychose collective irrationnelle" de la population et à "rassurer les consommateurs", ce qui, il faut le dire, est tout sauf...rassurant.

Le capitalisme empoisonneur

Psychose ou pas, derrière la peur engendrée par ce nouveau scandale, il existe une réalité, qui a toujours été ressentie par des générations ouvrières, même si c'est plus ou moins confusément selon les époques : la classe capitaliste a toujours eu un mépris souverain pour les conditions alimentaires et sanitaires de ceux qu'elle exploite. Elle leur a toujours réservé les produits alimentaires de plus basse qualité, telle que la viande dite "de réforme", issue de l'élevage laitier ou les poulets de batterie, tous nourris aux fameuses farines, qui alimentent les supermarchés. Les scandales qui éclatent aujourd'hui révélant des empoisonnements alimentaires sciemment mis en oeuvre pour satisfaire la course au profit capitaliste, renvoient aujourd'hui directement à ce que dénonçait Engels dans son livre *"La situation de la classe laborieuse en*

Angleterre" en 1845. Il montrait alors, dans des descriptions effrayantes, comment les prolétaires de Manchester et de Londres ne pouvaient accéder qu'à des aliments misérables, non seulement de faible qualité nutritive, mais carrément impropres à la consommation et mettant en danger leur santé : viandes avariées, farines mêlées de craie et de plâtre, par exemple.

Même s'il y a eu indéniablement depuis 150 ans, une amélioration globale de la situation alimentaire des prolétaires sur le plan sanitaire au moins, cette réalité d'une production et d'une distribution alimentaire de classe n'a jamais cessé d'être un fondement essentiel du capitalisme. La différence entre aujourd'hui et ce qui se passait en Angleterre dans la première moitié du 19e siècle, c'est que, depuis lors, c'est de manière bien plus systématique que le capital a développé une production alimentaire industrialisée qui, sciemment et scientifiquement, produit des aliments de basse qualité et de moindre coût pour les prolétaires et des produits de bonne qualité pour la classe bourgeoise.

En 1845, les empoisonneurs qui vendaient des aliments trafiqués aux

ouvriers anglais étaient des petits épiciers de quartier sans scrupule et les bourgeois d'alors, occupés à vanter les vertus du développement de l'industrie capitaliste, faisaient semblant d'ignorer leurs pratiques, alors qu'elles n'étaient qu'un maillon nécessaire de la logique impitoyable de l'exploitation salariée. Aujourd'hui ces petits épiciers ont depuis longtemps disparu. Ils ont laissé la place à une filière alimentaire industrielle moderne qui, de la production des matières premières agricoles à la grande distribution, en passant par la production et l'utilisation des fameuses farines animales, garantit à l'ensemble du capital qu'il y aura sur le marché de quoi entretenir, au coût le plus bas possible, la force de travail des prolétaires. Et quand ces mêmes filières se lancent, pour baisser encore les coûts, dans des pratiques scandaleuses, comme celles consistant à mêler des boues d'épuration aux aliments pour bétail, lorsque, pour augmenter la production dans l'industrie laitière à moindre coût, elles rendent les vaches carnivores et cannibales sans se préoccuper de vérifier d'abord les conséquences sanitaires de cette manipulation, quand, une fois ces conséquences mises au jour, elles continuent de le faire frauduleusement, les Etats

bourgeois et leurs gouvernements font mine d'avoir ignoré tout cela comme le faisaient déjà les bourgeois anglais du 19e siècle. Ils font semblant de se poser en garants de la santé publique en dénonçant ici et là les abus trop voyants, comme les juges fustigés par Engels qui faisaient de temps en temps, pour la forme, des procès publics aux épiciers empoisonneurs.

Une logique inscrite dans les lois du capital

La production agro-alimentaire est depuis longtemps une industrie, n'en déplaise à la mythologie bucolique de la "bonne bouffe artisanale", et, dans certains pays comme la France ou les Etats-Unis, qui sont parmi les plus grands exportateurs agricoles, elle constitue un des champs de bataille les plus importants de la guerre commerciale qui se joue entre les Etats. C'est bien pourquoi, toutes les pratiques - frauduleuses ou légales -, qui sont mises en oeuvre en matière d'agro-alimentaire pour produire au moindre coût sur le marché mondial, face à une concurrence toujours plus violente, ne pourraient avoir lieu sans la complicité des Etats. La généralisation des farines animales en Europe ne s'est faite que pour éviter d'acheter les protéines nécessaires à l'alimentation du bétail aux Etats-Unis ou à d'autres pays. Et, d'ailleurs, les Etats ne se préoccupent finalement de la santé des populations que dans la mesure où celle-ci devient à son tour une arme de la guerre commerciale. Les contrôles, les lois protectionnistes, les "mesures de précaution" et autres balivernes de ceux qui voient dans l'Etat bourgeois le moyen de corriger les "abus du marché", ne servent qu'à renforcer la compétitivité des uns par rapport aux autres. Ainsi les études sur la malignité, vraie ou fausse, des hormones de croissance données aux bovins, tout comme les soupçons sur les OGM., sont une arme de la concurrence européenne vis-à-vis des Etats-Unis, de la même façon que le danger des farines animales ou de la listériose sont autant de défenses américaines contre les produits européens. Ce qui montre que ce n'est probablement qu'une petite partie de la réalité des scandales alimentaires qui est rendue publique dans les médias, cachant l'iceberg de pratiques qu'aucun concurrent n'a encore eu intérêt à dévoiler.

Mais l'aiguillon de la concurrence sur le marché mondial, exacerbée par la crise de surproduction, est également valable pour toutes les autres marchandises, qu'il s'agisse non plus de lait, de viande ou de céréales, mais de machines-outils, d'acier ou de produits pétroliers. Dans le cas des biens destinés à la consommation immédiate des prolétaires, il existe en outre un autre phénomène, profondément inscrit dans les rapports capitalistes. C'est un impératif pour le capital, pris globalement, de réduire toujours plus les coûts de leur production, et cela fondamentalement parce que le prix de ces biens de consommation sur le marché intervient de manière essentielle dans la détermination du coût de la force de travail. Moins chers sont les aliments destinés aux prolétaires sur le marché et plus bas peuvent être maintenus les salaires

(c'est-à-dire la part des salaires dans le revenu global), tout en satisfaisant les besoins vitaux nécessaires à l'entretien de la force de travail.

Les justifications bourgeoises habituelles nous diront bien sûr que les bonds spectaculaires de productivité obtenus dans l'agriculture et l'industrie alimentaire ont été motivés par l'augmentation des besoins alimentaires des populations en général. Ils nous diront qu'il vaut mieux du lait et de la viande en abondance produits grâce à l'utilisation d'aliments pour animaux modernes même s'ils sont "quelquefois un peu trafiqués", que la famine et la disette qu'a pu connaître la société à d'autres époques. Ce qu'ils ne disent pas, c'est que ce ne sont pas les besoins alimentaires humains en soi qui ont motivé et qui motivent la recherche d'une productivité maximale avec des coûts de production les plus bas possible, mais le seul "besoin" que connaisse en dernière instance le capital : le maintien du profit extorqué sur le travail humain. Ce qu'ils ne disent pas, c'est qu'il ne faut pas chercher ailleurs le recours aux rebuts de l'équarrissage et aux boues d'épuration comme matière première à la production d'une denrée aussi basique et vitale que les produits laitiers. Ce qu'ils ne disent pas, c'est pourquoi, là où il n'est pas rentable ou pas possible, pour des raisons d'absence de marchés suffisants, d'intégrer la population dans les rapports d'exploitation salariée, le capital laisse tout simplement se développer la famine. Des régions entières de l'Afrique y sont ainsi régulièrement confrontées. Et, tandis que les surplus de la surproduction alimentaire de masse des pays développés dorment dans les hangars et les frigos, on expédie très "charitablement" aux crève la faim du tiers-monde les rebuts inexploitable par le capital, les viandes avariées, les médicaments périmés et autres laits pour bébés irradiés.

Les scandales alimentaires qui éclatent les uns après les autres aujourd'hui, révèlent simplement que cette logique implacable atteint maintenant un degré dément, qui vient s'ajouter à toutes les menaces que fait peser le maintien du système capitaliste sur l'existence même de l'humanité, au même titre que les menaces écologiques et guerrières.

De leur côté les diverses propagandes écologistes et "citoyennes" à la mode fustigent le "productivisme industriel", comme si c'était de l'industrialisation de la production de moyens de consommation, et des progrès dans la productivité du travail qui l'ont accompagné, que venait, en soi, le problème. Au contraire, ces progrès de la productivité du travail font partie du développement social historique et une société communiste sera capable d'améliorer celle-ci bien au-delà encore que n'a pu le faire le capitalisme, dans le but tant de libérer les êtres humains des tâches les plus pénibles que de satisfaire pleinement leurs besoins, non seulement tels qu'on peut les percevoir aujourd'hui, mais qui seront ceux, toujours plus grands, d'une humanité enfin épanouie.

PE (25 novembre)

POLLUTION DU IEVOLI SUN

Un produit de plus de la course aux profits

Des filaments bleutés et argentés flottant entre deux eaux... Voilà un tableau presque beau s'il n'était pas tragique. 6000 tonnes de styrène, produit chimique hautement polluant, s'échappent doucement des cales du "Ievoli-Sun". Cette "charrette des mers", ce "navire poubelle", qualifié ainsi par certains experts en navigation, distille une mort lente, silencieuse, peut-être même discrète, mais sûre.

En matière de sécurité maritime, l'incurie des Etats bourgeois est flagrante. En effet, suite au naufrage du pétrolier "Erika" il y a moins d'un an (dont les côtes bretonnes subissent encore les conséquences), tous les moyens devaient immédiatement être mis en oeuvre pour éviter qu'un autre naufrage ne se solde par un désastre tant humain qu'écologique. Les vieux rafiot allaient faire l'objet d'une véritable traque, les contrôles dans les ports seraient renforcés et les sociétés de classification (qui délivrent les autorisations de naviguer, parfois à la légère selon certains spécialistes en la matière) avaient intérêt à montrer patte blanche ! C'est, du moins, ce qu'avaient déclaré les autorités françaises avec la Commission européenne.

Il faut se rendre à l'évidence, la catastrophe du "Ievoli-Sun" nous montre qu'aucune mesure n'a été prise. Peut-il d'ailleurs en être autrement ?

L'industrie pétrolière, comme l'industrie chimique de façon plus générale, est essentielle à l'économie capitaliste ; elle est le sang qui alimente ses organes vitaux. En tant que telle, il est hors de question qu'elle échappe au contrôle des autorités gouvernementales d'un pays : armateurs, affréteurs, assureurs, sociétés d'agrément de classification, forment un réseau dans lequel l'Etat intervient. Il serait naïf de

penser que les dirigeants de multinationales comme Elf ou Total par exemple, soient nommés sans un droit de regard de certaines instances gouvernementales. En conséquence, cela ne relève-t-il pas d'un cynisme sans borne, que de prôner, comme l'a fait récemment L. Jospin, *"le bannissement des bâtiments dangereux"*, de rendre hommage et apporter son soutien *"aux hommes et femmes de l'ouest"* (1), alors que tous les Etats sont partie prenante et responsables des désastres écologiques qui souillent régulièrement notre planète.

En outre, la concurrence féroce qui règne dans ce secteur économique (comme dans les autres) n'encourage pas à la mise en place de mesures de sécurité, qui, pour qu'elles soient réelles et efficaces, sont synonymes d'investissements lourds. Le transport maritime, des produits pétrolier notamment, est un marché juteux. Le principal souci des armateurs, bien avant les normes de sécurité, est d'être performant et moins cher que les autres sur la marché mondial. Renouveler la flotte des supertankers atteints aujourd'hui par la limite d'âge (environ 20 ans) diminuerait bien trop leur part de profit. Cette nécessité de profit, sans laquelle le capitalisme ne serait pas du capitalisme, puisqu'il est la base sur laquelle repose le système, ne peut qu'encourager des navires vétustes à naviguer avec des équipages sous-payés et des itinéraires risqués pour gagner du temps et maintenir des coûts bas.

C'est pour la même raison, le profit, que la plupart des tankers, face au nombre insuffisant d'installations de traitement des déchets liquides dans les ports, continuent allègrement à déverser en mer. *"Ces déversements sauvages d'hydrocarbures dans les océans atteindraient*

2 millions de tonnes par an.... dont 600 000 t. en Méditerranée seule, soit l'équivalent de la pollution de 'l'Erika' par semaine !" (2) Lorsque l'on sait que la moitié du pétrole que le monde consomme chaque année emprunte la voie des mers, qu'un pétrolier sur cinq (sur un total de 8500) est bon pour la casse et qu'ils continuent tous à naviguer malgré leur vétusté, parce que le capitalisme mondial en a besoin, on ne peut que redouter d'autres pollutions à venir.

Mais rassurons-nous : dès 2023, tout ira bien mieux ! Les gouvernements, qui ont toujours joué les apprentis sorciers, vont prendre des mesures énergiques en matière de sécurité. En effet, les tankers à simple coque seront interdits. Ouf, on respire ! En fait, on continue à nager dans un cynisme et une hypocrisie absolus (3).

Pour le capitalisme, rentabilité et sécurité sont deux notions antagoniques. Quelles que soient les mesures de sécurité entreprises, le seul souci de rentabilité, les rendent caduques d'emblée. Le capitalisme est soumis à la contradiction de ses propres lois, il ne peut pas les résoudre. Quant aux discours lénifiants des hommes politiques de tout bord, y compris le mouvement écologiste, ne soyons pas dupes, ils ont pour seule fonction de nous faire croire que le capitalisme peut produire et vivre proprement à coups de petites réformes et de bonne volonté.

Laura

(1) *Le Monde*, 5/11/2000
(2) *Le Monde*, 14/11/2000
(3) Incidemment, le "Ievoli-Sun" était un navire à double coque.

Les trotskystes sont au service du nationalisme bourgeois

ETATS-UNIS

(SUITE DE LA PAGE 2)

lutte de classe, le seul choix, le seul rapport de forces mis en avant, c'est entre la "démocratie éclairée" et les "mouvements intégristes réactionnaires". Sans compter les illusions qu'elle sème sur une "paix" possible dans le capitalisme. Ceux qui proclament encore aujourd'hui "Vive l'indépendance de la Guyane" (Rouge du 19/10) ou réclament une "Kanak libre" (Rouge du 26/10) ont toujours choisi un camp à défendre dans tous les conflits impérialistes du monde, en Afrique, en Asie, en Amérique latine, dans les Balkans.

...à "l'internationalisme" de façade de LO...

Mais les prises de position de LO sont encore plus dangereuses pour les ouvriers de tous les pays, car cette organisation distille le même poison nationaliste dans les rangs des prolétaires tout en paraissant le condamner haut et fort. Ainsi, dans l'éditorial de *Lutte Ouvrière* n°1683 daté du 13/10/2000, Arlette Laguiller paraît autrement plus radicale et crédible du point de vue de la défense d'une position de classe quand elle énonce avec une certaine justesse : "Le drame pour les masses palestiniennes, c'est qu'aucun parti ne se bat dans la perspective d'unir le combat de tous les exploités du Moyen-Orient, Israéliens compris, et que leurs révoltes, pour légitimes qu'elles soient, puissent être canalisées vers l'impasse du nationalisme réactionnaire ou de l'intégrisme religieux. C'est aussi un drame pour le peuple israélien, même si nombreux sont les inconscients qui approuvent la politique belliciste des dirigeants." Quelques lignes avant, on trouve cette formulation : "Si la situation est explosive, c'est que, sous les revendications nationales, il y a la révolte contre la misère." Certes, mais quelle sorte de lien fait donc LO entre la révolte contre la misère des prolétaires palestiniens et les revendications nationales de leur bourgeoisie ? La réponse se trouve en fait dans un article paru dans le n°54 de sa revue "théorique" *Lutte de Classe* intitulé "Proche-Orient : la nouvelle Intifada", où LO dévoile le fond de sa ligne politique. Alors que la dernière partie de l'article titre "L'impasse des nationalismes", on y trouve l'argumentation suivante après une longue démonstration du caractère impérialiste de l'Etat d'Israël dès ses origines : "Du côté palestinien, le nationalisme s'est révélé aussi être une impasse. On ne peut pas bien sûr (c'est nous qui soulignons) mettre sur le même plan le nationalisme israélien et le nationalisme palestinien et renvoyer dos à dos l'un et l'autre. Le nationalisme israélien n'est, lui, que l'instrument d'une bourgeoisie relativement développée dont toute la politique participe au maintien de la domination impérialiste, tandis que le nationalisme palestinien reflète le désir des opprimés de secouer cette tutelle. Mais, tout en reflétant ce désir, les organisations palestiniennes, de l'OLP au Hamas, le canalisent dans un sens acceptable pour l'impérialisme. Pourtant, le combat des Palestiniens pourrait être un espoir pour bien des peuples de la région et une crainte pour les régimes arabes réactionnaires et oppressifs." Et voici que refait surface la notion des "peuples opprimés" pour justifier qu'il y aurait des nationalismes de nature différente selon les Etats et selon la situation, en

quelque sorte des "bons" à soutenir et des "mauvais" à condamner comme chez le compère trotskiste de la LCR. Mais LO ne s'en tient pas là, l'article ajoute : "du côté palestinien, l'histoire aurait pu s'écrire différemment. Si les leaders palestiniens avaient voulu s'adresser aux autres peuples arabes, rechercher leur alliance et non celle de leurs dirigeants, ils auraient pu faire voler en éclats les édifices dictatoriaux sur lesquels repose la domination impérialiste au Moyen-Orient et dont Israël n'est finalement qu'une petite partie. Mais (...) leur nationalisme étroit, borné aux frontières de la seule Palestine (Idem), respectueux de l'absurde découpage du monde arabe opéré par l'impérialisme, loyal à l'égard des régimes arabes, y compris les plus réactionnaires, les amenait à enfermer leur peuple dans un piège sans issue."

Nous y voilà ! Ce qu'ils reprochent en fait aux cliques palestiniennes, c'est leur "nationalisme étroit", confiné aux frontières d'un petit Etat palestinien et ce qu'ils revendiquent c'est un nationalisme "plus large", un nationalisme pan-arabe, qui unirait "le peuple arabe" au nom de "la défense des peuples opprimés". Que peut donc être cette "union du peuple arabe" en dehors d'un appel à une union sacrée guerrière contre Israël ? Rien ! Déjà, du point de vue bourgeois, le pan-arabisme est un vieux mythe qui eut son heure de gloire dans les années 1970, sous l'étendard d'une croisade anti-israélienne brandi notamment par le colonel libyen Khadafi à la suite des défaites du camp arabe de 1967 et 1973 et de l'occupation par Israël de la Cisjordanie, de la bande de Gaza, du Golan et du Sinaï. Il s'avéra très vite que cette union était parfaitement irréalisable à cause de la concurrence impérialiste entre les Etats qui prétendaient chacun s'y tailler la part du lion. Plusieurs tentatives de fusion d'Etats autour d'une "République arabe unie" impliquant surtout l'Egypte et la Libye mais également la Syrie avortèrent piteusement.

Du point de vue du prolétariat, ce pan-arabisme est une cause totalement étrangère. Il lui est même totalement opposé parce qu'il véhicule une idéologie d'union strictement impérialiste, militariste et bourgeoise qui établit ses fondements sur des critères d'appartenance à une même race. Il est carrément incompatible avec l'affirmation des intérêts de la classe ouvrière, il est la négation de son internationalisme, de son cri de ralliement : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !".

Pour LO, au contraire, le nationalisme, s'il est soutenu par des "forces populaires" ou par des "peuples opprimés" par une autre nation est juste et légitime, ce qui revient à réintroduire par la fenêtre ce qu'on fait sortir par la porte. Les grandes diatribes de LO sur l'impasse des nationalismes ne servent qu'à couvrir son soutien identique à celui de la LCR à tous les "mouvements de libération nationale", à défendre "le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" et autres "guerres nationales défensives".

Qu'on se souvienne comment, au moment de la guerre du Golfe, LO prônait le soutien à l'Irak : "Bien sûr, Saddam Hussein est un dictateur" mais "dans ce conflit, nous sommes contre l'impérialisme et pour sa défaite, que son drapeau soit américain ou français, et pour la victoire de l'Irak" (*Lutte de Classe* n°35, décembre 1990). Et c'est vers ce choix entre deux camps bourgeois que

cette organisation n'a jamais, elle non plus, cessé de pousser les prolétaires.

Aujourd'hui encore, les critiques qu'elle adresse à l'OLP d'Arafat, à "un pouvoir palestinien corrompu et despotique" et aux "diverses cliques palestiniennes en présence" ne servent qu'à mieux couvrir son soutien à "la juste cause palestinienne" dans lequel elle tente d'attirer les prolétaires. Pour faire passer sa pilule empoisonnée et paraître ne pas cautionner trop ouvertement la bourgeoisie exploiteuse palestinienne et la répression de l'OLP vis-à-vis des prolétaires, LO l'enrobe dans un blabla, dans un verbiage pseudo-révolutionnaire pour endormir les consciences : "Car le vrai problème (...) est dans la nature de classe de l'Etat, dans le fait de savoir si l'Etat palestinien est un Etat pour les notables, pour la petite-bourgeoisie, ou bien un Etat pour les masses populaires, pour ce prolétariat qui a fourni bien des combattants de la première Intifada et fournit toujours bien des combattants de la révolte actuelle." Que LO nous explique où il voit aujourd'hui exister dans le monde "un Etat pour les masses populaires" !

Contre la vision bourgeoise de LO et des trotskistes en général qui prétendent réduire l'impérialisme au camp des grandes puissances occidentales - et notamment les Etats-Unis, au sionisme et aux anciennes puissances coloniales, Rosa Luxembourg proclamait clairement dans sa *Brochure de Junius* : "La politique impérialiste n'est plus l'essence d'un pays ou d'un groupe de pays. Elle est le produit de l'évolution mondiale du capitalisme à un moment donné de sa maturation. C'est un phénomène international, un tout inséparable qu'on ne peut comprendre que dans ses rapports réciproques et auquel aucun Etat ne saurait se soustraire." (souligné par nous) (...) Dans le monde capitaliste contemporain, il ne peut y avoir de guerre de défense nationale." (*La Crise de la Social-démocratie*, chapitre VII).

... une même nature bourgeoise des organisations trotskistes

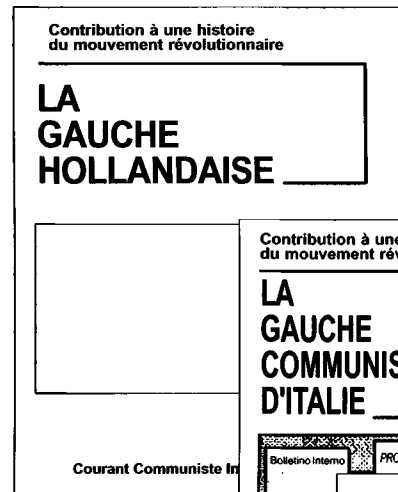
De fait, depuis la seconde boucherie mondiale, les organisations trotskistes ont toujours défendu un camp impérialiste contre un autre. Ainsi, elles ont toujours poussé les ouvriers à se faire embrigader dans les massacres interimpérialistes qui ont ravagé la planète. Pour inciter les prolétaires des pays dits du "tiers-monde" à se faire trouer la peau derrière leur bourgeoisie nationale, les organisations trotskistes n'ont cessé de mettre en avant le "droit des peuples à l'auto-détermination" ou de désigner des "lutes de libération nationale" à mener. Il s'agit aujourd'hui encore de faire passer la lutte sanglante entre gangsters impérialistes pour quelque chose qui aurait un rapport avec la lutte de classe. Ces imposteurs voudraient faire croire aux ouvriers que, dans la guerre, leurs luttes contre l'exploitation capitaliste devraient se développer sous la forme d'un combat, uni ou non, "des peuples opprimés". A l'époque des blocs, ils se sont faits les apôtres zélés de l'impérialisme russe. Depuis plus de dix ans, avec l'effondrement de la politique de blocs qui les privait de leur parrain impérialiste de prédilection, ils n'ont pas pour autant modifié leur politique. Ils ont toujours cautionné l'embrigadement de fractions entières du prolétariat, au nom de la défense de

la nation la plus pauvre contre la plus riche, de l'Etat le plus faible contre le plus fort, de la bourgeoisie locale contre la puissance colonisatrice. Ils sont toujours prêts à enrôler comme chair à canon et envoyer au massacre les prolétaires des Etats belligérants les plus faibles. Ils n'ont jamais manqué l'occasion de fouler aux pieds l'internationalisme prolétarien. Ils ont toujours trouvé une fraction bourgeoise plus progressiste ou moins réactionnaire derrière laquelle embrigader les ouvriers du pays le plus faible dans une guerre pour la défense de la nation. La recette date de l'âge d'or de la contre-révolution stalinienne. Ainsi, au Moyen-Orient, s'ils ont toujours soutenu un Etat palestinien contre le sionisme et les Etats-Unis, on les a successivement vus défendre l'Iran dans sa guerre avec l'Irak, puis l'Irak contre les forces alliées dans la guerre du Golfe, puis les nationalistes kurdes contre l'Irak.

Le faux "internationalisme" des trotskistes ne sert qu'à masquer aux yeux des prolétaires leur appartenance au camp bourgeois. Bas les pattes de l'internationalisme prolétarien ! Les organisations trotskistes n'ont rien à voir avec lui. Les "libérations nationales" qu'ils soutiennent comme le nationalisme sous toutes ses formes sont le propre de la bourgeoisie, l'apanage exclusif de l'ennemi de classe.

CB (22 novembre)

Lisez les brochures du CCI



(SUITE DE LA PAGE 3)

gne critiquant le leader des Verts pour avoir renié ses engagements, et appelé ses partisans à ne pas gâcher leur bulletin de vote en aidant à l'élection de Bush. Le *New York Times* et les journalistes de la télévision se sont joints à la campagne dénonçant Nader pour son manque de loyauté électorale. Bien que la bourgeoisie soit parvenue à effrayer de la sorte plus de 50% de ceux qui s'apprétaient à voter Nader, et ainsi à sauver la victoire de Gore dans le vote populaire, le parti des Verts est néanmoins responsable de la victoire de Bush dans trois Etats importants, dont la Floride avec ses 25 grands électeurs.

La suite est connue. Un cafoillage énorme fait de comptages et recomptages des bulletins de vote, des disparitions avérées de bulletins de vote, la mauvaise utilisation de ceux-ci à cause de défauts du matériel du scrutin (bulletins de vote ambigus, perforateurs défectueux), mais aussi des truandages dignes des républiques bananières, tout cela sur fond de bataille juridique. Trois semaines après le scrutin, la bourgeoisie ne s'est pas encore sortie de ce bourbier. Evidemment, cela la fiche mal pour "la plus grande démocratie du monde", surtout lorsque c'est justement au nom de la démocratie qu'elle distribue au monde entier les "récompenses" comme les "punitions" (souvent des actions militaires) pour les besoins de sa politique impérialiste (1). Elle s'en remettra, mais c'est une occasion que n'ont pas manqué d'exploiter vis-à-vis de l'opinion publique, les puissances démocratiques rivales des Etats-Unis.

B. (24 novembre)

(1) Aux Etats-Unis, la bourgeoisie a réussi à retourner en partie à son profit cette situation de difficulté à travers une apologie des principes et institutions démocratiques de la nation. Cette dernière n'a-t-elle pas à sa disposition tout un arsenal de lois, de juges et de compteurs de bulletins de votes, au dessus de tout soupçon, qui vont finalement permettre que soient surmontées des imperfections qui existent dans tout système ?

PUBLICATIONS
DU CCI

LE CCI SUR INTERNET
www.internationalism.org

Ecrire les adresses comme suit,
sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 -
BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - Etats Unis

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A -
VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
P.O. Box 339
2800 AH Gouda - PAYS BAS

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WCI N 3XX -
GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

BROCHURES

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(15 F +frais d'envoi : France 8F /Etranger
18F).

La décadence du capitalisme
(15 F + 8F/18F)

Les syndicats contre la classe
ouvrière (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F +8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe
ouvrière (30 F + 8 F/18F)

Organisation communiste
et conscience de classe
(25 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période
de transition (20 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)

Luttes dans la fonction publique
de décembre 95
Une victoire pour les syndicats, une défaite
pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

Fascisme et démocratie, deux
expressions de la dictature du
capital (30 F + 8 F/18F)

Comment le PCF est passé
au service du capital (20 F + 8 F/18F)

La terreur stalinienne :
un crime du capitalisme,
pas du communisme (20 F + 8 F/18F)

RÉUNIONS PUBLIQUES

L'anarchisme est-il un courant
révolutionnaire ?

LYON : le samedi 20 janvier à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne
(bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 6 janvier
de 15h à 18h.
Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie
du M° Chartreux.

NANTES : le samedi 16 décembre à 15 h
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-
Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS : le samedi 20 janvier à 16 h
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-
Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 12 janvier
à 20 h30.
Rendez-vous sur la place de l'église de la
Fourquette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 20 janvier à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av.
de la Tranchée).

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F
(15,3 E)- ETRANGER : 100 F (15,3 E)-
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la Revue internationale) :
FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER :
110 F (16,8 E)-
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE :200 F (30,5
E) - ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR
AVION : 220 F (33,6 E).

ABONNEMENT DIFFUSEUR
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre
presse autour d'eux, nous proposons les
modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 :
400 F (61,1 E).
-Revue internationale : abonnement à
2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).
Ecrivez-nous pour mettre au point
d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire
ou postal à l'ordre de RI -
CCP523544Y-Rouen, à adresser
à la boîte postale de RI :

RI - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 Paris

SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR
LA PRESSE DU CCI !

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi
par des souscriptions. Nous avons ouvert une
souscription permanente pour le soutien de no-
tre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises
qui bénéficient de subventions de la classe
dominante et de son Etat pour assurer la défense
des intérêts du capital, l'organisation révolu-
tionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses
militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politi-
que conscient de solidarité et de soutien à la
défense des idées révolutionnaires. Elle parti-
cipe pleinement de la défense des intérêts de la
classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui
faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans
le combat contre les mensonges et mystifica-
tions de la bourgeoisie, contre ses moyens de
propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au
compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou
peuvent être versées lors de nos interventions.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact -
rue Lepneveu

BESANCON : Les
sandales d'Empédocle
- 95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le
Roi Lire - rue S^{te}-
Catherine.

BREST : Maison de
la Presse - 64, rue
Jean-Jaurès.

CLERMONT-FD :
Le Papyvire - 3, rue
de l'Ente. Maison de
la Presse - place de
Jaude.

DIEPPE : Maison de
la Presse - 102,
Grande-Rue.

DUNKERQUE :
Maison de la Presse -
34, rue Poincaré.

GRENOBLE : Le
Sphinx - 6,pl. St André.
L'Encre sympathique - 6,
rue Saint-Laurent. Tabac-
Journaux, passage du
Jardin de Ville.

LAVAL : Point presse
Centre C^{ial} La Mayenne.

LE HAVRE : Presse des
Halles - 27, place des
Halles-Centrales.

LILLE : Galerie- 57, rue
de Béthune. Le Comte de
Monte-Cristo -
C.commercial V2
Villeneuve-d' Ascq.

LYON : La Gryphe - 5,
rue Sébastien-Gryphe (7^o).
La Proue -15, rue
Childebert (2^e).

MARSEILLE : Odeur
du Temps - 35, rue
Pavillon (1^o).

MARTIGUES : Librairie

Bellevue - 5, Bd
Degut.

MELUN : La Porte
Ouverte -19, rue du
G^{al}-de-Gaulle.

MONTAUBAN :
Maison de la Presse -
rue de la République.

MONTPELLIER :
Librairie Sauramps-Le
Triangle - Allée J-
Milhaud.

NANTES : Vent
d'Ouest - 5, pl. du
Bon-Pasteur. Maison
de la Presse, Cours des
50 otages, 2 pl. de
l'Ecluse.

NICE : Le Temps de
Vivre - 50, bd de la
Madeleine.

PARIS : L'Herbe
Rouge - 1 bis, rue

d'Alésia (14^e). La Brèche
- 8, rue de Romainville
(19^e, M^oTelegraphe). Le
Point du jour - 58, rue
Gay-Lussac (5^e).

SAINT-ETIENNE :
Librairie de Paris - rue
Michel-Rondet.

SAINT-NAZAIRE : Le
Temps de Vivre - 71, rue
Jean-Jaurès.
Voix au Chapitre - 67,
rue Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de
Presse - bd M^{al}-Leclerc.

TOULOUSE : "Tabac-
Journaux - 8, rue du
Poids-de-l'huile. FNAC-
81, bd Carnot. Les
Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie - 104,
rue Colbert.

PERMANENCES,
VENTES DE LA PRESSE

LILLE

Permanence le samedi 16 décembre à 14 h 30 à la MNE,
23, rue Gosselet.

Vente de la presse le dimanche- 10 décembre de 11h à 12h
au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la
rue Jules Guesde ou de la rue du Marché.

LYON

Permanence le samedi 16 décembre de 15h à 18h et le
samedi 20 janvier de 18h à 21h , au C.C.O., 39, rue G.
Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi
du mois de 17 h à 18 h.

MARSEILLE

Permanence

le samedi 6 janvier de 18h30 à 21h (à la suite de la réunion
publique ou rendez-vous à partir de 18h15 à la sôrtie du
métro Chartreux)

Vente de la presse les samedis 16 décembre et 6 janvier
de 11h30 à 12h30 , allée centrale du marché de la Plaine,
face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence le samedi 16 décembre à 18h et le- samedi
13 janvier à 17 h, à la salle de la Fraternité, 3 rue de
l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS

Permanence les samedis 2 décembre, 16 décembre et 6
janvier de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M° Porte-
de-Choisy.

ROUEN

Vente de la presse le dimanche 10 décembre de 11 h à 12
h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Permanence le vendredi 8 décembre, à partir de 18 h 30.
Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-
Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 3, 10 et 17 décembre de
11h à 12h30, au marché aux Pucés (place St-Sernin), et le
dimanche 17 décembre, de 11h à 12h30, au marché aux
légumes (Jeanne-d'Arc.)

TOURS

Permanence le samedi 9 décembre à 17h et le samedi 20
janvier à 18h , 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue
de la Tranchée).

Dernières souscriptions

D (Rouen) :300.

Marseille : Réunion publique du 4 novembre : JK: 250 ;
Mir: 70 ; Luis:32.

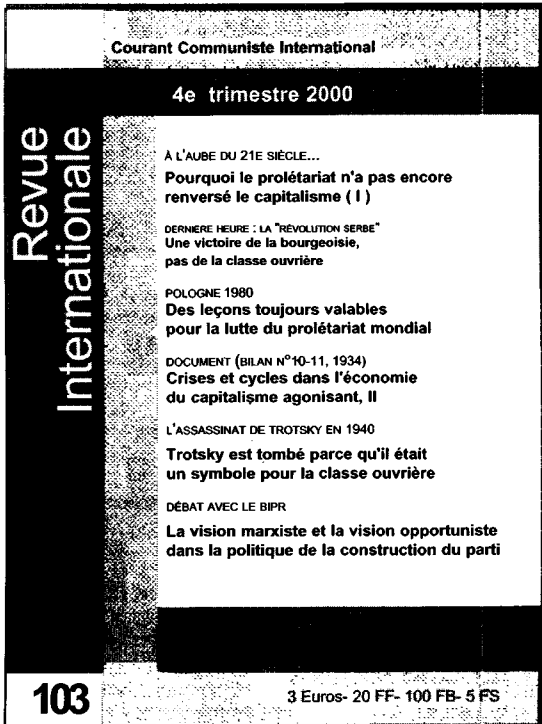
Nantes : Réunion publique du 21 octobre : Julie: 200 ; H:
250

Paris : Permanence du 4 novembre : 140. Réunion
publique du 18 novembre : GL: 400 ; CL: 200 ; XL: 100 ;
JPC : 100 ; Hu : 100 ; MM : 50 ; Lio:50.

Tours : Permanence du 14 octobre : Aboulafia: 400 ; CB:
64 ; GP: 180.

Total : 2796

Lisez la Revue
Internationale



La Revue Internationale est maintenant distribuée par les NMPP,
n'hésitez pas à la réclamer dans les commerces de presse.

Réunions publiques du CCI sur les luttes ouvrières en Pologne 80

À l'occasion du 20e anniversaire de la grève de masse en Pologne en août 80, la section du CCI en France a tenu des réunions publiques sur le thème : "Il y a 20 ans, le prolétariat refaisait l'expérience de la grève de masse". Cet article vise à rendre compte à nos lecteurs des questions centrales soulevées dans ces réunions publiques.

A Paris, comme dans d'autres villes de province, notamment à Marseille, ce sont les mêmes préoccupations générales qui ont animé les débats.

Ne pouvant rendre compte de façon exhaustive, dans cet article, de toutes les questions abordées dans les discussions, nous nous limiterons essentiellement à celles qui ont permis une clarification des principales leçons que la classe ouvrière doit tirer de cette formidable riposte du prolétariat en Pologne.

La classe ouvrière peut-elle encore se servir des syndicats pour développer la lutte ?

Bien que tous les intervenants se soient prononcés en accord avec l'analyse du CCI sur le rôle anti-ouvrier joué par le syndicat Solidarnosc, un intervenant à Marseille a soulevé la question de la possibilité pour la classe ouvrière "d'investir les syndicats de manière tactique" pour développer un mouvement de masse. A cette question, plusieurs camarades ont clairement répondu que les syndicats ne sont plus, depuis le début du 20e siècle, des organes de la lutte de classe, mais des instruments de l'Etat bourgeois au sein de la classe ouvrière. Toute "tactique" visant à transformer les syndicats en arme de combat ou toute illusion sur la possibilité de s'en servir pour renforcer la lutte, ne peut conduire la classe ouvrière qu'à se faire piéger par l'idéologie syndicaliste, à dénaturer son mouvement et à la désarmer.

Ainsi, comme l'a montré la dynamique de la grève de masse en Pologne 80, ce n'est pas grâce au syndicat Solidarnosc que la classe ouvrière a pu élargir sa lutte et développer un tel rapport de force face à l'Etat bourgeois, mais grâce aux véritables organes de lutte dont elle s'est dotée, les MKS (constitués de délégués élus, révocables et responsables devant les assemblées générales).

Dès lors que les ouvriers ont confié la direction de leur combats au nouveau syndicat libre Solidarnosc, la lutte ne

pouvait que refluer et conduire à un renversement du rapport de force en faveur de la classe dominante.

La classe ouvrière a-t-elle des alliés dans son combat contre le capitalisme ?

Cette question posée par un participant à notre réunion publique à Marseille était fondée sur la préoccupation suivante : pour développer un mouvement de masse et entraîner toute la société dans la perspective révolutionnaire de renversement de l'ordre bourgeois, la classe ouvrière peut-elle s'appuyer sur les autres couches sociales non exploiteuses, telles la petite-bourgeoisie ou la paysannerie ? Les réponses apportées dans le débat, tant de la part du CCI que de nos sympathisants les plus proches, ont mis clairement en évidence que la classe ouvrière ne peut compter que sur ses propres forces. En effet, toute alliance interclassiste ne peut que se retourner contre le prolétariat en noyant sa lutte dans un mouvement "populaire" ou ses intérêts de classe ne peuvent être que dissous et ses revendications dénaturées. En ce sens, pour pouvoir entraîner derrière elle toutes les couches non exploiteuses, la classe ouvrière doit d'abord défendre son autonomie de classe, s'affirmer dans la lutte comme seule force capable d'offrir une perspective à la société. Ainsi, par exemple, au plus fort du mouvement de masse en Pologne, la classe ouvrière a pu constituer un point de référence pour toute la population. Ce n'est que dans une période révolutionnaire, une fois qu'elle aura développé un rapport de forces en sa faveur capable de renverser l'Etat bourgeois que la classe ouvrière pourra entraîner derrière elle les autres couches sociales. Cette dynamique n'a donc rien à voir avec une quelconque "alliance tactique" et ne peut se développer qu'en refusant toute alliance avec les couches intermédiaires qui, parce qu'elles n'ont aucun devenir historique, tendent toujours à se ranger du côté du plus fort.

Quelles étaient les limites du mouvement en Pologne ?

A Paris, comme à Marseille, les intervenants qui ont soulevé cette question dans le débat cherchaient essentiellement à comprendre comment un mouvement d'une telle force, qui a fait trembler la bourgeoisie polonaise, a pu s'essouffler et n'a pas été en mesure d'empêcher la répression. Les réponses appor-

tées par le CCI et par nos sympathisants ont mis en évidence que la défaite des ouvriers de Pologne était due au poids très fort des illusions démocratiques qui a pesé pendant des décennies sur le prolétariat des régimes stalinien. Une organisation comme le KOR (Comité de défense des ouvriers) n'avait pas d'autre fonction que de renforcer de telles illusions au sein du prolétariat. Ainsi, malgré la dynamique exemplaire du mouvement, malgré la capacité de la classe ouvrière à prendre elle-même sa lutte en main pour l'étendre aux quatre coins de la Pologne, celle-ci s'est heurtée à un écueil : celui de son manque d'expérience des pièges du syndicalisme "libre". C'est justement ses illusions sur la nature du syndicat Solidarnosc, créé avec le soutien de la bourgeoisie occidentale, qui ont constitué le talon d'Achille du mouvement.

En ce sens, comme nous l'avons rappelé dans nos interventions, seul le prolétariat des pays occidentaux pouvait apporter une réponse à la lutte des ouvriers de Pologne. C'est pour cela que, comme nous l'avions affirmé dans notre presse il y a vingt ans, la défaite cuisante de la classe ouvrière en Pologne constitue un appel aux ouvriers d'Europe occidentale. En effet, du fait de leur longue expérience des manœuvres de sabotage syndical, ce n'est qu'en développant massivement leurs combats, en affrontant et déjouant les pièges tendus par les syndicats, que les prolétaires d'Europe occidentale pourront, à leur tour, servir de point de référence et d'exemple pour les ouvriers des pays de l'ex-bloc de l'Est.

Dans la mesure où le syndicalisme est le principal rempart de l'Etat bourgeois dans les rangs ouvriers, la force qui pourra ouvrir une perspective révolutionnaire à l'échelle internationale ne peut venir que des bataillons les plus expérimentés du prolétariat mondial.

L'échec des ouvriers de Pologne est-il dû à l'absence d'organisation révolutionnaire ?

Dans nos réunions publiques à Paris comme à Marseille, c'est à partir de cette question que la discussion a été ouverte par les interventions de nos proches sympathisants.

Cette préoccupation centrale qui a animé une bonne partie des débats montre une claire compréhension par nos contacts de la nécessité de la construction d'un parti de classe dans le processus révolutionnaire. En effet, la sponta-

néité des masses, la capacité du prolétariat à s'organiser pour prendre ses luttes en main à travers les assemblées générales massives, comme on l'a vu en Pologne, ne suffisent pas. Sans un parti capable de donner une orientation à la lutte en vue du renversement du capitalisme, la classe ouvrière ne pourra pas faire la révolution. Le parti révolutionnaire est l'avant-garde la plus consciente de la classe ouvrière dont la fonction consiste, non pas à prendre le pouvoir à sa place, mais à défendre les buts généraux de ses combats et les moyens qui y mènent. Dans la mesure où il représente la mémoire de toute l'expérience du mouvement ouvrier depuis ses origines, il ne pourra remplir son rôle dans la future révolution qu'en étant capable de tirer les leçons des défaites ouvrières passées, et notamment de l'échec de la Révolution russe.

Ainsi, face aux doutes d'un participant à Paris sur la nécessité du parti, fondés sur l'échec de la Révolution russe, nous avons réaffirmé qu'il n'y a aucune garantie que le parti révolutionnaire ne puisse dégénérer. La seule "garantie" que nous puissions avoir réside, d'une part, dans la capacité du futur parti à tirer les leçons de la dégénérescence de la Révolution russe, d'autre part dans la dynamique générale de la classe ouvrière.

A Marseille, l'un de nos contacts a mis en avant qu'il est impossible de créer un parti en dehors d'une période de lutte et que ce n'est que dans le développement des luttes que se créent les conditions de surgissement du parti.

Notre réponse a été l'occasion de préciser notre analyse en rappelant que le parti révolutionnaire n'est pas une émanation directe des luttes immédiates.

Il est une émanation historique de la classe ouvrière et les conditions de son surgissement sont déterminées par le cours historique et le niveau de la lutte de classe à l'échelle internationale. A l'heure actuelle, les conditions de son surgissement ne sont pas encore données. En outre, en Pologne même, comme dans tous les pays à régime stalinien, il n'y avait pas d'organisation révolutionnaire capable d'intervenir dans la lutte, encore moins de lui donner une direction. Cette situation résultait de la contre-révolution stalinienne qui a détruit et réduit au silence toutes les minorités de gauche qui avaient mené le combat contre le stalinisme. Ce n'est qu'à partir des pays centraux d'Europe occidentale que le parti pourra se reconstruire.

Cette dynamique de reconstruction du parti a commencé à émerger à la fin des années 60 avec la reprise historique de la lutte de classe, à partir de petits groupes issus du courant de la Gauche communiste. Néanmoins, la faiblesse du milieu révolutionnaire actuel montre que le chemin est encore long.

En ce sens, et dans la mesure où la question ne pouvait pas être résolue en Pologne même, l'échec de la grève de masse d'août 80 ne peut être analysé que dans le cadre des faiblesses générales du prolétariat et de son avant-garde à l'échelle mondiale.

Face à notre analyse des limites du mouvement en Pologne et du contexte international dans lequel s'est inscrite cette défaite, l'un de nos sympathisants à Paris a critiqué la formule utilisée par le CCI de "cours à la révolution" pour caractériser le cours historique ouvert à la fin des années 60. Notre réponse a aussi mis en avant que l'analyse du CCI s'est précisée lorsque nous avons rectifié cette formulation ambiguë en la remplaçant par le terme "cours aux affrontements de classe". C'est en effet de ces affrontements de classe généralisés, appelés à se développer sur une longue période, avec des avancées et des reculs, que dépendra l'alternative historique : révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

Face à la tendance au pessimisme et à l'impatience exprimés dans certaines interventions, nous avons également rappelé que, comme le disait Marx dans le 18 Brumaire, la révolution prolétarienne, contrairement à la révolution bourgeoise, ne peut parvenir à la victoire qu'à l'issue de toute une série de défaites.

A la fin de ces réunions publiques, nous avons organisé un tour de table afin que chacun puisse exprimer son point de vue sur la qualité du débat. L'ensemble des participants ont affirmé que les réponses du CCI aux questions posées ont été convaincantes et ont permis une réelle clarification.

Les nouveaux venus ont également apprécié la tenue de nos réunions publiques qui sont, comme ils l'ont clairement affirmé, un lieu de discussion ouvert et vivant.

RI

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irrévversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatistes qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La

classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploitateurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front anti-fasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'uni-

fication des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1884-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.